

## La jeunesse belge voit déjà plus loin que l'Europe.

**Numéro d'inventaire** : 1979.24635

**Type de document** : article

**Éditeur** : Le Figaro littéraire

**Date de création** : 1963

**Description** : 1 feuille de papier journal.

**Mesures** : hauteur : 598 mm ; largeur : 418 mm

**Notes** : 11 mai 1963.

**Mots-clés** : Systèmes éducatifs étrangers

**Filière** : Université

**Niveau** : Supérieur

**Autres descriptions** : Langue : Français

Nombre de pages : 1

Commentaire pagination : p.7

ill.







OPERATION REDOUBLEMENT : Les petits-bourgeois n'étaient pas venus.  
(Photo Mouchaux)

L'ALGÉRIE  
DE L'AN I

Le succès ou l'échec  
de l'expérience agraire  
décidera de tout

PAR DAVID ROUSSET

Ben Bella et Khidder : deux conceptions opposées de la structure et du rôle du parti.

ÉCART total des services administratifs, départ massif et sans retour des Européens, coopération d'État à l'État : telles sont les données fondamentales de la succession de la France en Algérie qui ont entièrement déterminé le cours actuel de la révolution algérienne. Conditions aujourd'hui déjà historiques, mais encore assez proches de leur crise aiguë et imprévisible, combats et des difficultés qui s'étaient constituées à l'étranger, sans l'impulsion d'un parti qui n'est pas encore né.

La conscience brutale entre l'indépendance proclamée et le déclinisme des factions a provoqué dans ce pays tourmenté et harassé un traumatisme national dont on ne peut l'effacer que par la victoire et les conséquences. Ainsi l'avènement d'une conscience révolutionnaire dans les couches profondes du peuple a-t-il été brusquement suspendu.

La majorité de l'opinion, peu informée et bien incapable de comprendre les mobiles véritables des protagonistes, ne pouvait voir dans la grandeur des désordres que l'état d'un scandale. La clairvoyance, la volonté, le dynamisme qu'une lutte révolutionnaire a lentement amassés se sont alors consumés en quelques semaines dans l'effort prodigieux réalisé par les hommes du village et de la ville pour empêcher que la guerre civile n'éclate. Mais la victoire qu'ils ont remportée et à laquelle le pays n'a pas eu le temps de compenser l'assommoir d'une déception, lui avait accumulé un immense déficit de confiance que ces jours d'anxiété ont élargi.

Ressais par une antique et tenace méfiance, la collectivité des humbles, qui compose la grande majorité du peuple, s'est résignée de nouveau à attendre sans participer. Le reflux révolutionnaire a ainsi isolé l'appareil politique. Si bien que la direction nationale enfin établie voit promettre le parti, dont elle est le plus grand besoin, s'est vu dans l'impossibilité de le tenir au jour le jour.

Le dynamisme était ainsi clairement posé dans les faits et le parti représentait les forces vives de la nation, les forces qui avaient d'abord initié la révolution et qui avaient ensuite été abandonnées par le pouvoir politique formé, écarté et déceint. Pour que le parti puisse représenter le pays tout il fallait rétablir un contact qui s'était rompu.

Or la riposte de Khidder à la scission entre les forces vives de la révolution et l'appareil a été typiquement bureaucratique. Par là, il a hérité une valeur de symbole. Khidder, représentant du bureau politique dont il tenait alors le secrétariat, a voulu organiser un parti qui fut à l'image de F. L. N. ancien, c'est-à-dire construit hiérarchiquement de haut en bas. Selon lui, ce parti devait s'implanter en s'insérant. Loin de chercher les moyens de l'ouvrir au pays, il choisissait de le confiner dans le champ clos de la vieille organisation. Le milieu politique dirigeant algérien n'a en effet cessé d'être une société étroite et fermée.

C'est seulement social conduit aussi Khidder à la grande erreur de calcul et à substituer la dynamique tactique à la stratégie révolutionnaire. Alors qu'il pressait sur l'importance décisive des premières interventions du prolétariat agricole dans l'économie, il engage le parti, à l'occasion du Ramadan, dans une campagne outran-



POUR REPRÉSENTER LE PAYS BIEN, il fallait rétablir un contact qui s'était rompu.

cière en faveur des slogans islamiques qui heurtent en profondeur le pays réel. Dans cette perspective, et en fonction de sa logique interne, le parti ne pouvait plus être que l'expression et le monopole d'une caste de barons politiques et sociaux, et cela, quelles qu'aient été les intentions initiales de Khidder et de son entourage.

La stratégie préconisée par Ben Bella va tout à l'opposé. Le parti lui-même est une sélection des meilleurs qui s'opère dans le feu du combat. Ses adhérents doivent accepter d'abord les plus grands sacrifices et maintenir le plus longtemps possible leur acceptation. Ils ne peuvent donc jamais être qu'une minorité, de plus une minorité dépourvue de tout privilège matériel. Un tel parti ne peut être bâti que dans la tourmente d'une conjoncture révolutionnaire. Si on est en période de reflux, comme on l'a été en effet au lendemain de juillet, il faut susciter à l'organisation du parti. Il faut d'abord remettre le cours politique, il faut modifier radicalement la conjoncture.

UN SEUL MOUTON  
POUR L'AID EL KEBIR

Des que Ben Bella a compris que la suite des biens vacants par les ouvriers agricoles amènerait la reconversion du mouvement révolutionnaire, il en a pris les dispositions pour en accélérer les rythmes, pour élargir le front. Il a accepté de promettre des risques économiques et administratifs qui sont grands et d'affronter les

désordres inhérents pour la claire raison que ces profits réels sont moins à sa vue que le dynamisme d'une force sociale révolutionnaire reconstituée. Il a donc fait de la présidence du Conseil l'appareil politique et administratif des conquêtes sociales de la paysannerie. Dans cette perspective, les comités des comités de gestion, créés pour les producteurs locaux, constituent les premières assises où pourra vraiment s'opérer la sélection nécessaire à cette construction par la base du parti.

Les randoins éprouvés à travers le pays ne sont pas, du moins dans le sens étroit et parodique du terme, des publications. Plus exactement, elles sont des pages politiques. J'ai été frappé, en Oran, non point tant par le nombre des manifestants que par ce qu'ils étaient et des ouvriers, des paysans et des très pauvres. Le soir, en me promenant dans les rues d'Oran, où il y avait la foule des arabes, c'était un tout autre paysage social que j'observais : une petite bourgeoisie arabe ou espagnole qui, elle, n'était point venue assister au plaisir des arabes.

Ben Bella est un parti dans la plume expressionniste de l'homme. Ce n'est pas un déséquilibre. Il en a donné maintes preuves, la dernière et peut-être la plus éclatante lorsqu'il a demandé à la nation de ne sacrifier à l'Aid el Kabir qu'un mouton symbolique dans chaque mosquée. C'était un mot d'ordre incroyablement impopulaire. Une consigne qui froissait au vif les coutumes des plus fervents croyants dans la croyance religieuse. Un responsable éminent, et dont je connais bien le courage politique, me disait qu'il n'aurait pas pris sur lui de lancer une pareille directive. Ben, lui, Ben Bella, sur le conseil de ses experts, en a pris le plus publiquement possible, à la radio et à la télévision, la responsabilité. Mohammed Khidder, révolutionnaire non moins incontestable, et dont la fermété est

de elle a cessé d'être un projet, est d'État, du moins pour le décalé. Les lecteurs de la revue en marche des entreprises périphériques, la persistance du chômage, l'extension de l'emploi des ouvriers algériens en France : autant de facteurs qui éliminent entièrement de la compétition, au stade actuel, le prolétariat urbain.

L'enjeu principal, le seul où l'enracinement dans l'économie rurale, par ses conséquences sociales et politiques, empêche la décision, est constitué par le secteur agricole moderne et quelques cinquante mille exploitations se partageant à peu près par moitié entre propriétaires européens et musulmans. D'autant que la déséquilibre fondamental entre les terres riches bien exploitées et le secteur traditionnel malsain se traduit par une inégalité de développement entre les régions et que la zone moderne intègre à la fois l'agriculture et l'industrie. D'où la signification véritablement historique que revêt la maîtrise sur les biens vacants.

Le fait, après avoir conduit la lutte annuelle, piteuse dans l'antichambre de la révolution. Les terres riches, si ce n'est pas le posséder par l'achat ou la saisie, il demeure confiné sur sa parcelle, en quelque sorte en réserve, dans l'attente. Il n'est pas encore parti prenante parce qu'il n'a pas les moyens de l'appropriation et qu'il reste fermement attaché à la propriété privée, si modeste qu'elle soit.

La bourgeoisie algérienne n'est nullement au départ comme un prétendant négligeable. L'esprit des « pieds-noirs » est une dalle lourde qui a bien ses apollons et ses ambitions. Elle est résolue à se saisir de l'initiative. Elle a postulé plus une partie des propriétés. Elle dispose de capitaux suffisants pour s'emparer de la plupart des autres domaines qui restent à conquérir. À sa gauche, le gérant de cinéma, le petit commerçant qui quartier d'habitation aussi à tenter leur chance. Il est notable en effet qu'un grand nombre de biens vacants sont des propriétés modernes : deux, quatre, cinq hectares, parfois moins. Très peu de ceux-ci sont plus de cent ou de deux cents hectares. Les grands domaines n'ont été que très rarement abandonnés.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

C'est cet affrontement où la totalité de la bourgeoisie algérienne est en jeu, les ouvriers agricoles détiennent un avantage appréciable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production agraire. Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'été a commencé, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur lui reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui prendra les « pieds-noirs », insérée au sein de l'attente, maintient artificiellement les transactions possibles, donc le profit des propriétaires agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail forcé, ils s'organisent et s'entraînent. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incertitude. Cet état de fait dure de quelques mois de moins. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte certains obstacles au retour de l'Empire, ne peut que retarder la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne. Le parti, qui a été beaucoup plus contre cet appareil que contre Khidder lui-même qui Ben Bella fait porter les coups du bâton de la révolution paysanne. Cette bataille de voir une aristocratie bureaucratique détourner à son profit le bénéfice de la révolution, le Texas déjà relevé dans ses propos à Tiéncien, en juillet.

LA FOULE OBSCURE  
DES FELLAS

Le torrent charrie de tout, du meilleur et du pire. Mais des promesses attendues, si grande puissance, il menace si évidemment s'abîmer le pays, qu'il entraîne dans son tour la fraction de l'appareil d'État qui tient la décision politique. L'absence de Ben Bella et des ouvriers agricoles contrecarre la retraite de la bourgeoisie algérienne. Les hommes d'affaires se désolent des campagnes, et les propriétaires musulmans se savent réduits à la défensive.

Les charnières de l'Algérie craquent sous la pression. Les ouvriers agricoles s'efforcent comme un coin, et la situation qu'ils créent découvre partout les lignes de rupture juridiques masquées. Le caractère hétérogène de la paysannerie devient manifeste. Si dans la perspective de la minorité paysanne privilégiée l'Algérie compose un congrès plus ou moins homogène dans le sous-développement, si cette vue cavalière se trouve confirmée par l'habitude profonde que nous avons eu d'identifier le prolétariat algérien avec la catégorie des manœuvres industriels les moins favorisés, dans l'optique d'Algérie tout change. Les déviations deviennent alors considérables. Même si l'on ne tient pas compte de la minorité bourgeoise et des fonctionnaires dont le plafond des traitements a été arbitrairement fixé à une mensualité de 2.500 F, on constate qu'un ouvrier urbain gagne en moyenne 420 F par mois alors que le revenu du fellah ne dépasse souvent pas 200 F par an.

Si les manœuvres permanents des grands domaines, eux, reçoivent au minimum 2,52 F par jour, ce qui est l'équivalent de bas salaires en France, il est indéniablement des privilégiés. D'abord, tout simplement parce que les manœuvres algériens qui travaillent sur des terres riches et qu'ils utilisent un équipement industriel moderne, il est donc indéniable que, dans leur esprit, ils se constituent en aristocratie ouvrière. Ils ont obtenu leur statut grâce aux décrets de mars l'année d'ailleurs ces travailleurs. L'absence de ces travailleurs estelle comprise des ouvriers permanents. Elle exclut la manœuvre algérienne mouvante et généralement instable. Ce sont donc les ouvriers qui jouissent des avantages politiques et envoient en outre redistribuer leurs délégués dans les organisations de base de l'État.

Mais l'inégalité déjà croissante entre les ouvriers agricoles du secteur moderne et la foule obscure des Fellahs entraîne dans le marais de leur impuissance risque de s'aggraver. Pour tenter de rapprocher les

deux branches des classes, le gouvernement a donc décidé de créer un fonds national de l'emploi, de sorte qu'un prêt accordé sur les profits des travailleurs de la Méditerranée puisse, par exemple, être transféré au bénéfice des villages désertés des Aurès. Seule l'expérience permettra de juger des possibilités de son application et de son efficacité.

Ainsi que la résistance de la poignée de grands propriétaires musulmans se circonscrit dans des limites assez étroites, l'opposition et l'impopularité de ce projet ne paraissent point menaçants, grand une tout autre empêche et une tout autre signification. De ce côté nous en sommes encore aux projets. Le gouvernement prévoit de les renouer les crédits débiqués par l'État. On discute aussi dans les cercles fermés de la présidence du Conseil sur l'opportunité qu'il y aurait à distribuer ses terres libérées par la réforme agraire, non aux petits propriétaires individuels, mais aux associations d'entraide. Comme on le voit, cet immense domaine demeure en friche.

CHUTE  
DE LA PRODUCTION  
À PREVOIR

En fait, l'appart des assemblées de travailleurs et de l'État va commander l'évolution globale de la révolution algérienne. Rien n'est sûr, mais il est évident que l'état de la propriété, l'assimilation des travailleurs sera-t-elle adéquate, mais il est évident que l'expérience pourra être conclutive en l'espace de quelques mois, même au rythme des rétrocessions à bail à la paysannerie.

« On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs. »

« Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'été a commencé, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur lui reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui prendra les « pieds-noirs », insérée au sein de l'attente, maintient artificiellement les transactions possibles, donc le profit des propriétaires agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail forcé, ils s'organisent et s'entraînent. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incertitude. Cet état de fait dure de quelques mois de moins. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte certains obstacles au retour de l'Empire, ne peut que retarder la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne. Le parti, qui a été beaucoup plus contre cet appareil que contre Khidder lui-même qui Ben Bella fait porter les coups du bâton de la révolution paysanne. Cette bataille de voir une aristocratie bureaucratique détourner à son profit le bénéfice de la révolution, le Texas déjà relevé dans ses propos à Tiéncien, en juillet. »

LA FOULE OBSCURE  
DES FELLAS

Le torrent charrie de tout, du meilleur et du pire. Mais des promesses attendues, si grande puissance, il menace si évidemment s'abîmer le pays, qu'il entraîne dans son tour la fraction de l'appareil d'État qui tient la décision politique. L'absence de Ben Bella et des ouvriers agricoles contrecarre la retraite de la bourgeoisie algérienne. Les hommes d'affaires se désolent des campagnes, et les propriétaires musulmans se savent réduits à la défensive.

Les charnières de l'Algérie craquent sous la pression. Les ouvriers agricoles s'efforcent comme un coin, et la situation qu'ils créent découvre partout les lignes de rupture juridiques masquées. Le caractère hétérogène de la paysannerie devient manifeste. Si dans la perspective de la minorité paysanne privilégiée l'Algérie compose un congrès plus ou moins homogène dans le sous-développement, si cette vue cavalière se trouve confirmée par l'habitude profonde que nous avons eu d'identifier le prolétariat algérien avec la catégorie des manœuvres industriels les moins favorisés, dans l'optique d'Algérie tout change. Les déviations deviennent alors considérables. Même si l'on ne tient pas compte de la minorité bourgeoise et des fonctionnaires dont le plafond des traitements a été arbitrairement fixé à une mensualité de 2.500 F, on constate qu'un ouvrier urbain gagne en moyenne 420 F par mois alors que le revenu du fellah ne dépasse souvent pas 200 F par an.

Si les manœuvres permanents des grands domaines, eux, reçoivent au minimum 2,52 F par jour, ce qui est l'équivalent de bas salaires en France, il est indéniablement des privilégiés. D'abord, tout simplement parce que les manœuvres algériens qui travaillent sur des terres riches et qu'ils utilisent un équipement industriel moderne, il est donc indéniable que, dans leur esprit, ils se constituent en aristocratie ouvrière. Ils ont obtenu leur statut grâce aux décrets de mars l'année d'ailleurs ces travailleurs. L'absence de ces travailleurs estelle comprise des ouvriers permanents. Elle exclut la manœuvre algérienne mouvante et généralement instable. Ce sont donc les ouvriers qui jouissent des avantages politiques et envoient en outre redistribuer leurs délégués dans les organisations de base de l'État.

Mais l'inégalité déjà croissante entre les ouvriers agricoles du secteur moderne et la foule obscure des Fellahs entraîne dans le marais de leur impuissance risque de s'aggraver. Pour tenter de rapprocher les

deux branches des classes, le gouvernement a donc décidé de créer un fonds national de l'emploi, de sorte qu'un prêt accordé sur les profits des travailleurs de la Méditerranée puisse, par exemple, être transféré au bénéfice des villages désertés des Aurès. Seule l'expérience permettra de juger des possibilités de son application et de son efficacité.

Ainsi que la résistance de la poignée de grands propriétaires musulmans se circonscrit dans des limites assez étroites, l'opposition et l'impopularité de ce projet ne paraissent point menaçants, grand une tout autre empêche et une tout autre signification. De ce côté nous en sommes encore aux projets. Le gouvernement prévoit de les renouer les crédits débiqués par l'État. On discute aussi dans les cercles fermés de la présidence du Conseil sur l'opportunité qu'il y aurait à distribuer ses terres libérées par la réforme agraire, non aux petits propriétaires individuels, mais aux associations d'entraide. Comme on le voit, cet immense domaine demeure en friche.

CHUTE  
DE LA PRODUCTION  
À PREVOIR

En fait, l'appart des assemblées de travailleurs et de l'État va commander l'évolution globale de la révolution algérienne. Rien n'est sûr, mais il est évident que l'état de la propriété, l'assimilation des travailleurs sera-t-elle adéquate, mais il est évident que l'expérience pourra être conclutive en l'espace de quelques mois, même au rythme des rétrocessions à bail à la paysannerie.

« On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs. »

« Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'été a commencé, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur lui reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui prendra les « pieds-noirs », insérée au sein de l'attente, maintient artificiellement les transactions possibles, donc le profit des propriétaires agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail forcé, ils s'organisent et s'entraînent. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incertitude. Cet état de fait dure de quelques mois de moins. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte certains obstacles au retour de l'Empire, ne peut que retarder la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne. Le parti, qui a été beaucoup plus contre cet appareil que contre Khidder lui-même qui Ben Bella fait porter les coups du bâton de la révolution paysanne. Cette bataille de voir une aristocratie bureaucratique détourner à son profit le bénéfice de la révolution, le Texas déjà relevé dans ses propos à Tiéncien, en juillet. »

LA FOULE OBSCURE  
DES FELLAS

Le torrent charrie de tout, du meilleur et du pire. Mais des promesses attendues, si grande puissance, il menace si évidemment s'abîmer le pays, qu'il entraîne dans son tour la fraction de l'appareil d'État qui tient la décision politique. L'absence de Ben Bella et des ouvriers agricoles contrecarre la retraite de la bourgeoisie algérienne. Les hommes d'affaires se désolent des campagnes, et les propriétaires musulmans se savent réduits à la défensive.

Les charnières de l'Algérie craquent sous la pression. Les ouvriers agricoles s'efforcent comme un coin, et la situation qu'ils créent découvre partout les lignes de rupture juridiques masquées. Le caractère hétérogène de la paysannerie devient manifeste. Si dans la perspective de la minorité paysanne privilégiée l'Algérie compose un congrès plus ou moins homogène dans le sous-développement, si cette vue cavalière se trouve confirmée par l'habitude profonde que nous avons eu d'identifier le prolétariat algérien avec la catégorie des manœuvres industriels les moins favorisés, dans l'optique d'Algérie tout change. Les déviations deviennent alors considérables. Même si l'on ne tient pas compte de la minorité bourgeoise et des fonctionnaires dont le plafond des traitements a été arbitrairement fixé à une mensualité de 2.500 F, on constate qu'un ouvrier urbain gagne en moyenne 420 F par mois alors que le revenu du fellah ne dépasse souvent pas 200 F par an.

Si les manœuvres permanents des grands domaines, eux, reçoivent au minimum 2,52 F par jour, ce qui est l'équivalent de bas salaires en France, il est indéniablement des privilégiés. D'abord, tout simplement parce que les manœuvres algériens qui travaillent sur des terres riches et qu'ils utilisent un équipement industriel moderne, il est donc indéniable que, dans leur esprit, ils se constituent en aristocratie ouvrière. Ils ont obtenu leur statut grâce aux décrets de mars l'année d'ailleurs ces travailleurs. L'absence de ces travailleurs estelle comprise des ouvriers permanents. Elle exclut la manœuvre algérienne mouvante et généralement instable. Ce sont donc les ouvriers qui jouissent des avantages politiques et envoient en outre redistribuer leurs délégués dans les organisations de base de l'État.

Mais l'inégalité déjà croissante entre les ouvriers agricoles du secteur moderne et la foule obscure des Fellahs entraîne dans le marais de leur impuissance risque de s'aggraver. Pour tenter de rapprocher les

